

17 novembre 2008

LETTRE OUVERTE À TOUS LES DÉPUTÉS FÉDÉRAUX

En ce début de session parlementaire, nous vous demandons avec instance de protéger les Canadiennes et les Canadiens contre la commercialisation des services de garde et contre les retombées de la crise économique mondiale. Il est crucial que vous posiez des gestes concrets pour développer des services de garde communautaires, subventionnés par l'État et dont l'unique objet est de soutenir des enfants en santé, leurs familles et les collectivités.

L'urgence d'agir au chapitre des services de garde est manifeste. Toutes mesures objectives confondues, on constate que les gouvernements du Canada, à l'exception de celui du Québec, n'ont pas fait en sorte que les familles aient accès à des services de garde de qualité et abordables. L'approche fondée sur le marché utilisée pour les services de garde, contrairement à tous les autres services publics ou communautaires, fait en sorte que ce sont des groupes ou des particuliers qui prennent l'initiative de créer des places en garderie et que ce sont les parents qui assument, pour l'essentiel, les frais d'exploitation.

Selon [plusieurs sondages](#), les Canadiens et les Canadiennes veulent que leurs gouvernements passent à l'action. Pourtant, des [études internationales](#) démontrent que le pourcentage d'investissements publics du Canada dans les services de garde à l'enfance et le taux d'accès aux services sont encore parmi les plus bas de tous les pays industrialisés.

Toutefois, les gouvernements du Canada doivent se méfier des solutions miracles pour régler la crise des services de garde au pays. Le gouvernement australien a cru qu'en versant des subventions pour frais de garde aux parents (exonération financière), il leur donnerait plus de choix et favoriserait la qualité et l'abordabilité des services. Au contraire, cette mesure a provoqué une escalade dramatique des tarifs et, du même coup, une hausse des subventions publiques. Et malgré le fait que l'accès des familles à des services de qualité demeure une préoccupation en Australie, les fonds publics ont servi au développement et à [l'enrichissement du secteur commercial](#).

Récemment, la plus grosse entreprise de services de garde australienne, ABC Development Learning Centres, était mise sous [séquestre](#). Les services offerts à des milliers d'enfants étant en jeu, le gouvernement australien a été forcé d'intervenir et a dû injecter 22 millions de dollars pour s'assurer que les garderies demeurent ouvertes d'ici la fin de 2008. Parce que leur gouvernement a opté pour une fausse solution, les Australiennes et les Australiens font les frais de l'échec du marché en matière de services de garde et de plus, ils n'ont pas de biens publics pour témoigner de leurs investissements publics.

La situation en Australie interpelle directement le Canada, car à ce jour les gouvernements canadiens n'ont toujours pas protégé leurs populations contre la commercialisation des services de garde. Les [avertissements répétés](#) de la communauté des services de garde à travers le pays ont été ignorés et maintenant le phénomène est à nos portes.¹ De plus, il semble que le système public d'exonération financière et l'allocation universelle pour la garde d'enfants soulèvent l'intérêt des entreprises commerciales. Nous avons appris que des pressions sont exercées sur de nombreux fonctionnaires provinciaux pour qu'ils adhèrent à de fausses solutions comme des projets de mise en valeur immobilière et des contrats de cession-bail. C'est inquiétant, à coup sûr. La situation économique mondiale actuelle en est pourtant l'exemple concret : si c'est trop beau pour y croire, c'est effectivement trop beau.

Les enseignements des systèmes de services de garde à l'enfance qui fonctionnent bien ailleurs nous démontrent que le Canada doit élaborer ses propres plans, investir ses propres deniers et bâtir son propre

¹ Par exemple, l'an dernier, 123 Busy Beavers, qui a des liens avec la société australienne ABC, a acheté des garderies en Alberta. À ce moment, un administrateur de 123 a dit qu'il voyait « une occasion d'affaires au Canada, le pays étant là où l'Australie se trouvait quinze ans plus tôt » Walsh, Liam. *ABC Learning finds it's not child's play in Canada*, Courier Mail, 25 novembre 2007.

système de services de garde subventionnés. Nous devons avoir le contrôle démocratique de nos investissements publics en limitant l'expansion des services aux secteurs sans but lucratif ou public. Les organisations qui ont pour fonction d'enseigner à nos enfants le partage, la coopération et le respect mutuel doivent être enracinées dans ces mêmes valeurs.

Certaines personnes soutiendront que le Canada n'a pas les moyens d'investir dans les services de garde en cette période d'incertitude économique. Rien n'est plus faux. Les services de garde sont une composante essentielle de l'infrastructure économique et sociale des collectivités. Le temps est venu pour tous les partis politiques de protéger les Canadiennes et les Canadiens et de veiller à ce qu'ils aient accès à des services de garde de qualité, abordables et communautaires afin de favoriser le développement et l'épanouissement des enfants, de soutenir les parents et de leur permettre de se trouver et de conserver un emploi, de se perfectionner et de concilier leurs responsabilités familiales et professionnelles.